

la nouvelle **ACTION FRANÇAISE**

LETTRE HEBDOMADAIRE ROYALISTE — NOUVELLE SERIE — N° 2 — 1 FRANC

LA «NOUVELLE SOCIÉTÉ» A VECU

A NOS LECTEURS

Trois semaines à peine après le début de la crise qui a abouti à la constitution de la Nouvelle Action Française, paraît ce premier numéro de notre lettre hebdomadaire.

Il a été réalisé au pied levé, par nos seuls militants, sans aucun appui financier. Il constitue le témoignage de la vitalité et de la crédibilité de notre jeune mouvement.

Sa qualité technique, encore incertaine, s'améliorera progressivement, et sa parution régulière s'effectuera désormais le lundi.

Tous nos amis se doivent de soutenir et de diffuser cette lettre, de s'y abonner, afin d'en faire le fer de lance du trident de presse d'A. F. aux côtés des D. A. F. et d'A. F. Université, et de lui permettre dès la rentrée prochaine, de se transformer en un hebdomadaire compétitif et de large diffusion.

La «nouvelle société» a vécu

De l'avis unanime, le discours du premier ministre devant l'assemblée n'a pas répondu aux aspirations d'un pays inquiet. Le malaise subsiste ; partisans de la manière forte et partisans des réformes sont restés sur leur faim. L'autosatisfaction déclarée de Tomasi et des siens ne trompe personne ; il est trop évident que Chaban Delmas ne s'est pas conformé aux exigences de l'aile droite de l'U.D.R.

Simplement le premier ministre est apparu prisonnier des exigences contradictoires des deux ailes de sa majorité, tiraillé entre ses propres aspirations et celles des plus remuantes de ses partenaires. Ceci explique qu'en fin de compte personne n'a été satisfait. Ce mauvais compromis entre des exigences contraires, auquel Chaban était voué, semble bien avoir fait une victime de choix en la personne de cette nouvelle société qu'il avait portée aux fonts baptismaux républicains lors d'un autre discours célèbre.

Nous ne sommes pas surpris de cet enterrement de première classe. Nous l'attendions pour plusieurs raisons. Nous connaissions en particulier l'impuissance liée aux mécanismes des institutions que nous subissons et nous pouvions prévoir que la république pompidolienne serait incapable de "débloquer" la société. Ce n'était pas la première fois dans son histoire que la démocratie proclamait son intention d'accomplir des réformes dans le sens d'une plus grande participation des citoyens. Briand avant la première guerre n'avait-il pas présenté un projet analogue à celui de Chaban ? Maurras pouvait déjà à ce moment-là lui prédire un échec certain. Il n'est en effet au pouvoir de personne d'enlever à la démocratie son caractère bureaucratique et centralisé.

Cette impuissance des institutions est aggravée par une incapacité totale à comprendre le fond des problèmes et le sens profond de la crise vécue par toute une société. Certes, dans une grande mesure le premier ministre s'est montré soucieux d'approfondir les motifs qui expliquent l'agitation universitaire. Plus fin que nombre de stratèges de cafés du commerce qui croient que tout pourra se résoudre avec des bataillons de C.R.S., il a voulu faire preuve de compréhension. Pourtant comment ne pas trouver dérisoires les conseils prodigués et les mesures annoncées

lorsqu'on connaît l'énorme force de la révolution culturelle qui a envahi nos lycées et nos facultés de lettres ? Nous l'avons souvent dit mais nous le répéterons comme un refrain : On ne répond à une subversion de l'intelligence que par une réaction de l'intelligence. Les convictions révolutionnaires ne peuvent être combattues que si l'on est capable en réponse de proposer des convictions intellectuelles plus fortes parce que fondées en raison et donc capables d'entraîner à leur service toutes les ressources de la nature humaine.

La démocratie tentée par les exigences contraires du jacobinisme totalitaire et d'un libéralisme anarchisant se montre ainsi radicalement impuissante pour répondre aux exigences du présent et donner des solutions à la crise. Le discours de Chaban Delmas en donne une preuve supplémentaire. La "nouvelle société" repose au cimetière des illusions républicaines.

GERARD LECLERC

N.A.F. - A.F.U. - D.A.F.

abonnez-vous
à la presse d'
**ACTION
FRANÇAISE**

N.A.F. - A.F.U. - D.A.F.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE
adressez-vous à la "nouvelle Action Française"
17, rue des Petits-Champs, 75-Paris-1er
Tél. 742 (Richelieu) 21 93

POUR TOUTS VERSEMENTS
C. C. P. DAF Paris 1898-45

Faut-il mettre fin à la coopération franco-algérienne?

La crise très grave qui affecte en ce moment les relations franco-algériennes et remet en question le principe de la "coopération privilégiée" entre la France et l'Algérie a mis en lumière de façon éclatante la faillite d'une politique irréalisable parce que fondée sur des bases fictives ou théoriques au lieu de l'être sur des réalités. Elle a en outre démontré que la cessation des opérations militaires en Algérie, jointe à la déclaration de l'indépendance en juillet 1962, n'avait nullement apporté de solution satisfaisante et durable au "problème algérien" qui reste posé tant pour la France que pour les populations qui se sont séparées d'elle.

Les "accords d'Evian" ont été jusqu'à ces derniers jours pour le gouvernement français la Charte de la coopération entre Paris et Alger. Chacun s'accorde pourtant à reconnaître la faillite de ces accords qui n'ont pas été respectés par le partenaire algérien depuis leur conclusion. Si l'on observe en outre que ces accords n'avaient jamais reçu de consécration officielle du côté algérien et qu'en toute hypothèse ils ne pouvaient à eux seuls servir de cadre à la coopération envisagée, on doit dès lors s'interroger sur les raisons qui ont porté le gouvernement français à y porter constamment référence tout en acceptant, tacitement, que des violations répétées du gouvernement d'Alger aboutissent en fait à vider totalement de leur contenu les garanties formelles insérées dans ces accords en contrepartie de l'aide importante consentie par la France.

Il convient donc préalablement à l'élaboration de cette nouvelle politique, de constater l'échec gaullien et de reconnaître que le problème algérien reste posé, en 1971. Ceci étant, la situation de l'Algérie doit être appréciée en

tenant compte non seulement du passé et des liens qui ont uni ses populations à la France mais aussi de la nature et des orientations de son régime politique ; il est également indispensable de confronter sa position avec celle de ses voisins maghrébins dont elle ne peut se prétendre totalement indépendante.

confrontés aux exigences de l'intérêt national français qu'ils ne doivent pas contredire. Les résultats de cette analyse pourront ainsi servir de base à l'établissement de rapports différents entre la France et l'Algérie. Dans l'intérêt même des populations algériennes dont la France accueille encore de nombreux représentants qu'elle fait vivre, ces rapports ne pourront être développés que dans la mesure où les droits de la France et de ses ressortissants seront efficacement garantis. L'Algérie n'a finalement rien à gagner de la poursuite des épreuves de force actuelles qui risquent de conduire à une rupture dont elle serait la première victime. La France, de son côté, a le devoir de sauvegarder l'intérêt national et de faire comprendre à l'Algérie que les fautes du passé peuvent et doivent être corrigées.

Ni l'exode massif de plusieurs centaines de milliers de personnes en 1962 - 1963, ni la spoliation des biens français, les expulsions, enlèvements et nationalisations n'avaient jusqu'ici décidé le gouvernement français à se montrer ferme vis-à-vis d'un pays qui multipliait les incidents inamicaux dans le même temps qu'il bénéficiait d'avantages sans cesse accrus. Au contraire, l'impression pouvait même apparaître parfois que les exactions algériennes étaient



singulièrement minimisées alors que les revendications justifiées ou non de ce pays étaient largement prises en considération.

La raison essentielle de l'attitude française est évidente : à moins de reconnaître l'échec intégral de la politique algérienne poursuivie par Charles De Gaulle et ses successeurs, le gouvernement français se voyait contraint de poursuivre une coopération de façade, à sens unique, d'autant plus soumise aux exigences de l'Algérie qu'un refus d'accorder satisfaction à ce pays risquerait de faire apparaître brutalement la réalité de cet échec. On comprend que ceux-là mêmes qui ont défini voici 10 ans les principes de la politique dont la France subit aujourd'hui les effets désastreux soient acharnés à empêcher coûte que coûte leur responsabilité apparaître dans cette catastrophe. Mais ce faisant, ils bloquent toute possibilité d'une redéfinition de la politique qui doit être adoptée à l'égard d'Alger.

Une politique méditerranéenne active et efficace ne peut faire abstraction de l'Algérie. Cependant, pour être vraiment efficace, elle ne doit pas réserver à l'Algérie une situation provocatrice où le chantage perpétuel compromet le maintien des relations étroites avec d'autres pays méditerranéens réellement amis. Ramener l'Algérie à la place qui doit être la sienne par rapport à la France, doit être l'objectif prioritaire de toute politique véritablement nationale.

JACQUES DELCOUR

LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE

17 rue des Petits-Champs - PARIS 1er.
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
YVAN AUMONT

IMPRIMERIE SPECIALE
DE LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

ABONNEZ-VOUS

Abonnement

30 francs par an

C.C.P. D.A.F., Paris 1898 65

La race

Une fois de plus - une fois étant coutume - le fin ragout de la pourriture est assuré par le *Nouvel obs.*

Vous connaissez sans doute la race des signeurs? ces pétitionnaires maladifs qui apposent leur paraphe au bas de n'importe quoi pourvu que cela aille dans le sens de l'histoire. Ces temps-ci, ils s'étaient épris du phénomène gauchiste, embastillé, rouge et secourable. *Le Nouvel Obs* offre à leur plume un régal de choix. Grâce à ce nouveau cheval de bataille, on parle d'eux, ils lisent leur nom dans la presse, ils sont contents.

Mais cette fois-ci la litanie est un peu différente. Seules des femmes sont les signataires d'une ignoble pétition ou plutôt d'une infâme proclamation : "Un million de femmes se font avorter chaque année en France. Je déclare que je suis l'une d'elles. Je déclare avoir avorté".

Bravo! Un million de femmes par an soit en vingt ans toutes les femmes pré-ménopausiques de France et de Navarre, sans compter celles qui se sont fait avorter ailleurs.

Suit au bas l'ineffable et habituelle séquence : Simone de Beauvoir, Gisèle Halimi, Jeanne Moreau, Françoise Sagan, Delphine Seyrig, Marguerite Duras etc...; il ne manque que les notoirement homosexuelles et les hommes : Si J.P. Sartre avait pu faire la preuve de sa féminité, il en aurait été, avec Wladimir Jankelquese, Laurent Schwartz et tous les autres ; à deux mains ils auraient signé ; en courant ils auraient rejoint cette lamentable cohorte des avorteuses, exhibitionnistes, manipulatrices expertes d'aiguilles à tricoter, fins limiers de la queue de persil.

La voilà la nouvelle race, la race des saigneurs.

Toutes celles-là ont-elles seulement osé regarder leur enfant assassiné, perforé, éclaté, saigné? L'ont-elles vu palpiter, cherchant désespérément la vie, respirant même, flottant dans une cuvette pleine de sang ?

Quel âge avait-il ? Trois mois peut-être ? A cet âge là un fœtus pèse 500 grammes environ, il n'est pas exceptionnel de voir se développer, vivre et survivre dans les centres de prématurés

des saigneurs

des enfants de 450 grammes. Ont-elles seulement vu combien délicatement sont formées les petites mains, les doigts arachnéens, le menton rond d'un fœtus de deux mois ? Savent-elles qu'à un mois et demi l'embryon est complètement formé, comme un bébé, comme un adulte ?

L'intelligensia de gauche cautionne ainsi la campagne en faveur de l'avortement. Rien que cela suffirait à jeter le discrédit sur la cause qu'elle défend. Madame de Beauvoir - qui s'est fait avorter - sait certainement qu'en milieu hospitalier on n'utilise guère la sonde et l'aiguille à tricoter qui lui sont chères. On fait une "opération", comme disent certains journaux pour ne pas utiliser le terme d'avortement qui impressionne défavorablement les foules. L'"opération" consiste à dilater le col utérin avec une laminaire ou une succession de tiges de diamètre croissant. A tout coup, avant trois mois de grossesse, le col éclate car il n'est pas physiologiquement mur et il est trop rigide. Puis on "va chercher le fœtus".

A six mois l'enfant est trop petit et il s'accommode mal à la filière pelvi-génitale maternelle ; il peut rester bloqué. On doit alors l'extraire avec un perforateur, sorte de tire-bouchon que l'on enfonce dans le corps ou dans le crâne : cela s'appelle l'embryotomie. Il y a aussi la basiotrypsie qui a pour but d'écraser la tête de l'enfant, base du crâne comprise, après l'avoir vidé de son contenu, la cranioclasie, la décollation etc. etc.

pourtant, en règle générale, après l'avortement - qui se termine dans un flot de sang sans commune mesure avec celui d'un accouchement - le fœtus arrive au monde vivant. Sorti du sein de sa mère, il respire tout de suite. Les problèmes ne font alors que commencer, raconte une infirmière de l'état de New York où on pratique l'"opération" jusqu'à six mois achetés de grossesse. L'enfant a alors un kilo et demi et rien ne l'empêche de vivre si on le réchauffe et si on le nourrit correctement. Que faire pour s'en débarrasser ? S'il n'est pas trop gros on l'expédie droit dans la cuvette des W.C. On peut aussi le laisser mourir tout doucement : il meurt alors de froid, mais des survies de plusieurs jours dans ces conditions ne sont pas rares. Dans d'autres cas

on les noie, on les couvre de sable, on leur écrase la nuque etc. etc. Devant tant d'abominations on reste pantois. Les nazis n'en ont jamais fait autant, ou du moins jamais à une pareille échelle. Ce sale travail, les avorteuses n'ont qu'à le faire elles-mêmes et ne pas le demander à nous les médecins. Et pendant ce temps, la conscience universelle verse des larmes de crocodiles sur le sort des jeunes phoques.

Nos avorteuses nationales terminent leur proclamation ainsi : "De même que nous réclamons le libre accès aux moyens anti-conceptionnels, nous réclamons l'avortement libre". Elles se proposent aussi de demander dans la foulée la libre extermination des nourissons tarés, des bébés mongoliens, des enfants débiles et retardés scolaires, des grands-parents impotents ou gâteux. Bref, il faut se débarrasser des gêneurs, de tous ceux qui empêchent d'être libre. Quels crimes commettra-t-on encore au nom de la "liberté" ? Il y aura toujours des tricoteuses pour hurler "A mort" et des innocents pour crever plus mal que des bêtes.

Devant la vaste campagne d'intoxication visant à faire accepter la loi sur l'avortement par l'opinion publique il semble que, petit à petit, la résistance s'organise. Le conseil de l'ordre des médecins s'est violemment prononcé contre le projet. Plusieurs sommités du monde médical, au nom de la plupart des professeurs de gynéco-obstétrique informent progressivement les Français sur la gravité de la loi que voteront les députés à la prochaine session parlementaire :

Un signe de bon augure cependant : le gouvernement envisagerait de créer une commission qui permettrait d'enterrer le problème ou pour le moins de le renvoyer aux calendes grecques. Quoiqu'il en soit, la lutte sera chaude car nombreux sont ceux qui refusent cette défaite de l'intelligence que serait la "législation du meurtre".

Nous ne pouvons nous désintéresser de cette question dont l'importance est vitale pour l'avenir de notre société et de notre civilisation, comme nous le montrerons la semaine prochaine.

JEAN-PIERRE BOULOGNE

ECONOMIE et empirisme

Parler d'économie en 1971, c'est soit se limiter à un aspect technique et sectoriel, soit rester prisonnier des formules à la mode sur l'évolution des sociétés, lesquelles formules relèvent plus du journalisme à sensation que de l'approche scientifique. Ainsi aime-t-on évoquer la convergence entre les formes avancées du capitalisme et du socialisme ou l'avènement d'un monde où l'automation aura totalement modifié les rapports humains.

Mais c'est au monde actuel, à ses réalités qu'il nous faut nous intéresser. Le futur dépendra de notre action d'aujourd'hui. Le politique a, en effet, toujours le dernier mot, et la simple dynamique des rapports de production, que Marx a reprise chez Ricardo, ne représente plus désormais qu'un bien faible facteur exploratif de l'évolution de l'économie. Le coût social toujours plus élevé de l'industrialisation, l'entretien de besoins artificiels, le vaste mouvement de contestation et de dépérissement culturel, l'imminence d'une lutte désespérée pour la sauvegarde de l'environnement, autant de moteurs fondamentaux de l'activité humaine qui ne sauraient se chiffrer en échange de valeur-travail.

Fête nationale de Jeanne d'Arc

Cortège traditionnel

9 MAI

Réservez votre journée

Seul le politique garde une valeur permanente, l'économie, en revanche, relatif aux biens matériels, ne peut se définir qu'en relation avec le type de cité considéré. L'acception classique de Robbins, "comportement humain entre les fins et les moyens à usage alternatif", propice à un usage marxiste, n'est adaptée qu'à la première révolution industrielle : c'est la science de l'efficacité, entièrement vouée à l'éthique normative du moindre coût, du meilleur profit, de la croissance optimale.

Frédéric Le Play, lui, parlait de l'art d'organiser le monde de l'utile en vue d'une meilleure justice sociale et introduisait ainsi une finalité implicite. Mais ceci, pris à la lettre, risque de relever d'une attitude suicidaire, de faire couper l'arbre pour en saisir plus vite le fruit. Car, prise en elle-même, la justice sociale, concept totalement contingent, correspond aujourd'hui à une prime à la non-compétitivité, à la fin de l'innovation créative, à l'éloge de la passivité.

On assiste actuellement dans le secteur secondaire, à la totale perte de contact des hommes d'avec les moyens de production, et dans le tertiaire, à un anonymat grandissant générateur d'une terrible crise de finalité. Dans ces conditions, les mots de justice sociale ne provoquent qu'une résonance agressive, égoïste, justifient toutes les revendications individuelles au mépris de l'intérêt général, font passer le bien commun et la cité derrière la volonté démocratique de l'homme irresponsable.

Il ne faut donc plus donner de contenu normatif à l'économie. Celle-ci doit rester une science purement expérimentale, renonçant à tout globalisme moralisateur. Elle ne constitue qu'un corps de moyens au service du politique, seul apte à arbitrer entre les divers choix éthiques possibles.

Deux grands courants de pensée font actuellement quelque peu progresser la pensée économique : Le socialisme qui se veut à visage humain d'une part, le néo-libéralisme de l'autre. Ils sont tous deux issus de la même idéologie démocratique mais n'ont contrairement à ce que l'on dit souvent, que peu de choses en commun.

organisateur

C'est aux Maurrassiens qu'il revient de tracer les lignes directrices d'une troisième voie, profondément humaniste puisque fondée sur la véritable nature sociale de l'homme et affirmant, envers et contre tout, la primauté de l'intelligence. C'est dans le cadre de la monarchie qu'il faut rechercher la trame d'une organisation économique contre-révolutionnaire, viable et acceptable par tous, intégrant et dominant le progrès technique redonnant un sens à l'activité des hommes et restaurant les notions d'ordre et de qualité.

Il est temps d'appliquer l'empirisme organisateur à l'économie. Notre matériel de base n'est guère étendu ; dans les ouvrages actuels il convient de bien faire la part de la science et de l'idéologie. Seuls les documents purement techniques constituent un outil de travail sûr.

Pour exploiter cet outil, pour mener un travail de recherche efficace, il ne faut pas laisser à de brillants esprits travaillant dans leur tour d'ivoire silencieuse le soin d'imposer leurs opinions fluctuantes sur des problèmes dont ils ne peuvent avoir de connaissances que livresques. Ce qui revient d'ailleurs nécessairement, faute d'apport nouveau cohérent, à se rabattre en désespoir de cause sur les schémas corporatifs éculés, suivant le paternalisme, ou à prendre modèle sur tel pays latin qui possède certes une monnaie stable depuis plus de 40 ans mais dont personne n'envie la situation.

Une unité doctrinale réelle ne peut se fonder que sur une confrontation permanente d'expériences et de compétences différentes qui, en s'enrichissant mutuellement, apportent chacune leur pierre à l'édifice. Personne n'est en droit d'exercer une quelconque dictature intellectuelle sans être soumis à une critique serrée lui permettant de découvrir de nouvelles difficultés, d'être sensible à de nouveaux arguments.

Les structures de la N A F permettront désormais un tel échange de vues. En ce qui concerne l'économie, l'essentiel est de posséder avant toute chose une connaissance précise et complète des termes et des concepts utilisés. Il nous faut donc créer une documentation adaptée en la matière, condition d'existence de groupes de travail efficaces.

Les réformes pratiques sur le démarrage de ces activités seront prochainement publiées.

PHILIPPE-HENRI DUROCHER



D. A. F.

le n° 7 est paru

**abonnements
étudiants : 5 F.
le numéro : 3 F.**

11, rue Villaret-de-Joyeuse - Paris-17°

**C.E.P. D.A.F. 1898-45
Paris**

**prochain
numéro :**

**La
Défense
Nationale**

Assurer notre indépendance

Pour être libre de ses mouvements et réellement apte à progresser, une organisation politique se doit de posséder ses propres moyens de diffusion. Pour ne pas subir le joug des contingences extérieures (augmentations de prix, grèves, marchés saturés, etc.), elle se doit d'être propriétaire de ses locaux, de son matériel, de sa presse.

Afin d'être à même de pouvoir véritablement faire entendre notre voix, de faire basculer l'intelligence française dans le camp contre-révolutionnaire, de susciter un vaste mouvement de recherche nationaliste et royaliste, il nous faut posséder notre propre imprimerie, notre propre maison d'édition, et à terme notre propre réseau de distribution.

Cette tâche est immense. Elle revient à briser le monopole intellectuel de la gauche, à nous assurer indépendance matérielle et puissance, à nous conférer des outils de pénétration et de propagande que nous sommes habitués à voir aux mains de nos adversaires.

La N A F a choisi d'accomplir cette tâche, car la royalisation du pays passe par là. Rompant avec plusieurs années d'immobilisme où il n'a fait que périlcliter, le mouvement maurrassien veut être désormais dynamique et tourné vers le monde actuel. Tous les projets, même les plus ambitieux, seront pris en considération. Les méthodes modernes de gestion et de marketing seront employées au maximum de leur rentabilité.

Dans l'immédiat, c'est la nécessité d'une presse autonome qui est primordiale. Tous les militants et sympathisants d'Action française doivent participer à cet effort, dont l'issue conditionnera notre avenir.

Comment organiser au mieux cette participation ? Avant tout en intéressant chacun au succès de l'entreprise, afin d'en faire un acteur plus qu'un spectateur.

Pour débiter notre action, nous avons besoin d'une imprimerie capable de se suffire à elle-même et de nous éviter les frais énormes résultant de la fabrication d'un journal au dehors. Or, pour tourner, une imprimerie a besoin de travail,

de beaucoup de travail. Nous demandons donc instamment à tous nos amis de nous en amener. Tous ceux qui, habituellement, font effectuer un important travail d'impression doivent quitter leur fournisseur et nous contacter. Tous doivent faire pression sur leur entreprise, leur société, leur syndicat pour nous procurer des commandes.

Il est essentiel, du moins au départ, que ces travaux soient payés d'avance. C'est avec cette masse de capitaux que nous pourrons démarrer, investir, former des militants aux divers métiers de l'impression.

Tous les travaux seront les bienvenus. Même les cartes de visite, le papier à en-tête ou les enveloppes peuvent nous être d'un grand secours.

Mais avant sont spécialement intéressants les marchés assurant des rentrées régulières, c'est à dire les périodiques, revues, bulletins paroissiaux, etc.

D'autre part, tous ceux qui ont une expérience professionnelle en la matière sont également invités à venir nous voir. Chacun peut nous aider selon ses moyens et ses qualifications.

Rappelons que du succès de cette entreprise dépendent notre autonomie financière et le lancement rapide d'une presse compétitive et rentable.

MAURRAS GAUCHISTE ?

L'hebdomadaire "Aspects de la France" dans son numéro du 22 avril nous attaque avec une virulence qui a scandalisé tous nos amis. Des auteurs anonymes osent nous reprocher rien moins que d'avoir voulu faire alliance avec les gauchistes ! Nous ne répondrons pas à ce requisitoire passionné. Nous nous contenterons de renvoyer nos lecteurs à la collection d'A.F.U. et en particulier à l'éditorial du mois de mars. Ils pourront comparer et apprécier le sérieux de certaines accusations. Nous renverrons également aux textes de Maurras, puisque certains de ceux-ci sont soupçonnés de gauchisme (cf. appendice du "coup de force"). Yves Lemaignan répondra prochainement à la lettre de Pierre Debray, heureusement plus digne que les textes qui prétendent établir la "nécessité d'un redressement."